

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies  
[www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org)



# **MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST**

**ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

**SEMAINE 2 – MAI 2026**

## Burkina Faso : Durcissement sécuritaire, encadrement des associations et contrôle du commerce du bétail

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

L'actualité au Burkina Faso a fait état de la suspension de 247 associations. Le gouvernement poursuit en effet sa lutte contre le financement du terrorisme. Selon Jean-Pierre Vogna, directeur général de l'administration du territoire, « ce sont ces structures, ces associations, qui n'ont pas mis en œuvre toutes les actions nécessaires pour se mettre en conformité avec la loi ».

### Entre sécurité et libertés publiques : la controverse autour des dissolutions d'organisations

Cette opération fait suite à une première suspension et dissolution d'organisations et d'associations qui n'étaient pas en règle, selon les autorités. Désormais, près de 1 000 organisations sont interdites d'activités dans le pays, ce qui a suscité de vives réactions de la part d'organisations de défense des droits humains, qui y voient une atteinte à la liberté d'association au nom de la lutte contre le terrorisme. Amnesty International parle de « législation abusive » et dénonce une « atteinte flagrante au droit à la liberté d'association ». Dans le même esprit, la Fédération internationale pour les droits humains a dénoncé ces privations de liberté dans un communiqué de presse. « Une société civile forte et indépendante agit comme un garde-fou contre les abus de pouvoir et amplifie les voix des communautés marginalisées », peut-on lire dans le communiqué.

### Interdiction d'exportation du bétail : le Burkina Faso privilégie l'approvisionnement du marché local

En cette veille de l'Aïd el-Kebir, l'interdiction d'exporter le bétail vers le Burkina Faso est entrée en vigueur. Les premières arrestations de camions ont en effet été effectuées par la brigade de contrôle et de répression de la fraude. Une vaste opération a permis de mettre la main sur une dizaine de camions qui devaient se rendre en Côte d'Ivoire, selon la brigade. Les autorités souhaitent assurer aux populations une autosuffisance et éviter toute pénurie sur le marché local. Cette décision pourrait avoir des conséquences néfastes pour certains commerçants qui acheminaient leur bétail vers les pays voisins.

## Côte d'Ivoire : entre recomposition politique et tensions judiciaires

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

En Côte d'Ivoire, la recomposition de l'espace politique se poursuit. Au sein de l'opposition, les partis politiques se transforment, s'organisent et se préparent pour les prochaines élections. Les 14 et 15 mai derniers, le congrès ordinaire du Parti des peuples africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI) a reconduit Laurent Gbagbo, l'ancien président, à la tête de l'organisation politique. Pour Marie-Clémence Adom, directrice de l'école du parti, « nous tenions à ce qu'il soit réélu, car partir à un moment où le parti n'est pas au mieux de sa forme serait passé pour une trahison de l'engagement qu'il a pris de sortir les Ivoiriens d'un État de non-droit ». Les congressistes ont également profité de l'occasion pour adopter une motion de soutien en faveur de l'Alliance des États du Sahel (AES). Le comité scientifique a par ailleurs dénoncé les « actions terroristes fomentées par des impérialistes » au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

### PPA-CI : Gbagbo entreprend une délégation de pouvoirs aux contours encore imprécis

Autre fait marquant, Gbagbo a annoncé une reconfiguration de l'organisation dans laquelle il compte déléguer ses pouvoirs. Cependant, il s'agit « ni d'un retrait définitif, ni d'une succession immédiate ». Il maintient ainsi le flou autour de la gestion du parti et de son niveau d'implication. Face à ses militants venus assister à la 4ème Fête de la renaissance à Songon, le 17 mai dernier, il a clarifié sa décision : « Quand je vais déléguer mes pouvoirs à quelqu'un, ça ne veut pas dire que je le nomme comme mon successeur, pas du tout ! » Pour l'heure, il n'a pas encore révélé le nom de la personne qui incarnera ce personnage que beaucoup considèrent comme un boulevard ouvert vers sa succession future.

### Le RHDP renforce sa discipline interne à l'approche des législatives

Du côté du pouvoir, le président Ouattara a également entrepris de restructurer le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Le parti au pouvoir entend rappeler ses militants à l'ordre, alors que des candidatures indépendantes pour les législatives de décembre commencent à se faire connaître. Le président du parti souhaite apporter de nouveaux changements pour arrondir les angles. Les houphouëtistes n'excluent pas d'activer le conseil de discipline à l'encontre des récalcitrants.

### Justice et opposition : Assalé Tiémoko sous contrôle judiciaire

Sur le plan judiciaire, l'actualité a fait état de la mise en examen de l'opposant Assalé Tiémoko. Il est notamment accusé de « diffusion de fausses informations », « atteinte à l'ordre public » et « émission d'expressions outrageantes ». Il a été placé sous contrôle judiciaire à l'issue de son audition au parquet du tribunal d'Abidjan. Selon son avocat, la principale mesure est une interdiction de sortie du territoire, sauf autorisation expresse du juge d'instruction. Il lui est également interdit de tenir des propos ou des déclarations tendant à troubler l'ordre public ou à discréditer les institutions par tous les canaux de communication. » Pour rappel, l'ex-député et président du mouvement « Aujourd'hui et Demain, la Côte d'Ivoire » (ADCI) avait été placé en garde à vue en avril dernier pour trouble à l'ordre public.

## Togo : Sécurité, diplomatie et « front » intérieur sur les libertés publiques

Sur le plan sécuritaire, le Togo renforce sa frontière avec le Burkina Faso afin de mieux faire face aux exactions terroristes. Malgré les efforts de l'armée pour contenir la menace dans la région des Savanes et le plan 2026-2027 du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS), les populations restent inquiètes en raison de la proximité avec les zones à risque. Il en va de même pour la crise humanitaire au Burkina Faso et les déplacés internes, qui menacent la stabilité de la région.

## Lomé et Paris consolident leur partenariat contre les ingérences et le terrorisme

Dans le même esprit, les ministres de la Justice du Togo et de la France ont scellé une coopération judiciaire renforcée pour mieux lutter contre le terrorisme. Le ministre français de la Justice a rencontré son homologue togolais et les discussions ont porté sur la coopération judiciaire pour lutter contre ce fléau. Pour Gérald Darmanin, « face au terrorisme et aux ingérences notamment, la France se tient aux côtés du Togo ». Lomé et Paris sont ainsi dans une logique d'entraide judiciaire pour retracer les réseaux criminels et terroristes qui opèrent de plus en plus au-delà des frontières nationales.

## Vers une détente entre le Togo et le Bénin après des tensions diplomatiques ?

Pendant ce temps, le président Faure Gnassingbé aurait pris contact avec le nouveau président élu du Bénin, Romuald Wadagni, pour lui adresser ses félicitations. Cet acte est perçu comme un pas vers le dégel des relations entre les deux pays et relance le dialogue, quasiment rompu. Pour rappel, les autorités béninoises avaient accusé Lomé de tentative de déstabilisation en décembre dernier.

## Grève de la faim de détenus politiques : nouvelle polémique à Lomé

Parallèlement, la situation interne continue de faire l'objet de nombreuses polémiques. Les rassemblements de l'opposition pour dénoncer des dérives et des atteintes aux libertés fondamentales en sont la preuve. Cette fois-ci, il s'agit de treize détenus qui ont entamé une grève de la faim à Lomé. Ces « détenus politiques » ont en effet été arrêtés en 2018 pour avoir participé à des manifestations contre le pouvoir. La justice avait pourtant demandé leur mise en liberté provisoire sous contrôle judiciaire, en attendant l'examen de leur pourvoi en cassation. Ils sont pourtant toujours en prison, ce qui a provoqué une levée de boucliers. Selon leur avocat, maître Darius Atsoo, « la décision a été rendue par trois juges indépendants et impartiaux ; le procureur général n'a donc qu'à l'exécuter ».

## Togo : Sécurité, diplomatie et « front » intérieur sur les libertés publiques

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

Sur le plan sécuritaire, le Togo renforce sa frontière avec le Burkina Faso afin de mieux faire face aux exactions terroristes. Malgré les efforts de l'armée pour contenir la menace dans la région des Savanes et le plan 2026-2027 du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS), les populations restent inquiètes en raison de la proximité avec les zones à risque. Il en va de même pour la crise humanitaire au Burkina Faso et les déplacés internes, qui menacent la stabilité de la région.

### Lomé et Paris consolident leur partenariat contre les ingérences et le terrorisme

Dans le même esprit, les ministres de la Justice du Togo et de la France ont scellé une coopération judiciaire renforcée pour mieux lutter contre le terrorisme. Le ministre français de la Justice a rencontré son homologue togolais et les discussions ont porté sur la coopération judiciaire pour lutter contre ce fléau. Pour Gérard Darmanin, « face au terrorisme et aux ingérences notamment, la France se tient aux côtés du Togo ». Lomé et Paris sont ainsi dans une logique d'entraide judiciaire pour retracer les réseaux criminels et terroristes qui opèrent de plus en plus au-delà des frontières nationales.

### Vers une détente entre le Togo et le Bénin après des tensions diplomatiques ?

Pendant ce temps, le président Faure Gnassingbé aurait pris contact avec le nouveau président élu du Bénin, Romuald Wadagni, pour lui adresser ses félicitations. Cet acte est perçu comme un pas vers le dégel des relations entre les deux pays et relance le dialogue, quasiment rompu. Pour rappel, les autorités béninoises avaient accusé Lomé de tentative de déstabilisation en décembre dernier.

### Grève de la faim de détenus politiques : nouvelle polémique à Lomé

Parallèlement, la situation interne continue de faire l'objet de nombreuses polémiques. Les rassemblements de l'opposition pour dénoncer des dérives et des atteintes aux libertés fondamentales en sont la preuve. Cette fois-ci, il s'agit de treize détenus qui ont entamé une grève de la faim à Lomé. Ces « détenus politiques » ont en effet été arrêtés en 2018 pour avoir participé à des manifestations contre le pouvoir. La justice avait pourtant demandé leur mise en liberté provisoire sous contrôle judiciaire, en attendant l'examen de leur pourvoi en cassation. Ils sont pourtant toujours en prison, ce qui a provoqué une levée de boucliers. Selon leur avocat, maître Darius Atsoo, « la décision a été rendue par trois juges indépendants et impartiaux ; le procureur général n'a donc qu'à l'exécuter ».

## Tchad : Controverses autour des frappes au lac Tchad

### Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

En l'espace de quelques semaines, il semble bien que pour N'Djamena, les menaces aux frontières soient redevenues les principales urgences de l'heure. En sus des pressions sécuritaire et humanitaire à sa frontière soudanaise, la récente attaque (4 mai) du groupe terroriste Boko Haram aura remis sa frontière nigériane, au centre des préoccupations. Suite à cette déconvenue, l'armée tchadienne, a en représailles, mené des frappes aériennes contre des positions présumées de Boko Haram dans la région du lac Tchad, au nord-est du Nigeria. Ces opérations présentées par N'Djamena comme relevant de la lutte antiterroriste, suscitent toutefois des inquiétudes après des accusations faisant état d'une centaine de victimes civiles, selon l'Agence France Presse (AFP). « Il est crucial que les autorités nigérianes et tchadiennes mènent des enquêtes rapides, approfondies, indépendantes et impartiales sur ces incidents troublants », a déclaré le 13 mai, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk. En réponse, le gouvernement tchadien a rejeté les accusations du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme concernant de possibles victimes civiles lors de frappes menées contre des positions de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Le porte-parole du gouvernement, Gassim Chérif Mahamat, a contesté des « accusations graves visent à discréditer une armée professionnelle en première ligne contre le terrorisme ». Dans un contexte régional marqué par l'urgence sécuritaire et des enjeux de souveraineté, il demeure que la crainte que les logiques politiques et sécuritaires en présence supplante la volonté d'établissement des responsabilités réelles autour de ces frappes.

### Une opposition à bout de souffle ?

Survenu récemment, la dissolution de la coalition d'opposition Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP) ainsi que la condamnation de plusieurs de ses cadres à huit ans de prison eut l'effet d'un coup de massue pour l'opposition politique. Dans une conférence de presse tenue le 13 mai, le parti d'opposition Les Patriotes a dénoncé cette condamnation comme « une instrumentalisation de la justice » dans un contexte national de « durcissement autoritaire » marqué à la fois par l'insécurité, les tensions communautaires et un recul des libertés publiques. Il faut dire que le démantèlement du GCAP n'a pas été suivi d'un significatif remue-ménage au sein des partis politiques tchadiens. Dans ce sens, cette montée au créneau des Patriotes s'avère-t-elle un coup d'épée dans l'eau ? Toujours est-il qu'en l'état actuel de la configuration de l'espace politique, une réalité reste difficilement contestable : celui de l'absence d'union de forces d'opposition susceptibles de fournir un contrepoint significatif au pouvoir en place.

Ceci étant, depuis le début de l'année, il est remarquable que N'Djamena s'emploie à une intense activité diplomatique. Ainsi, en marge du sommet Africa Forward à Nairobi les 11 et 13 mai, le président Mahamat Idriss Déby Itno a été reçu par son homologue kényan William Ruto afin de renforcer les relations de coopération entre les deux pays. Les discussions ont porté sur plusieurs enjeux africains, notamment les questions sécuritaires, économiques et diplomatiques, ainsi que sur la nécessité d'une coordination accrue entre États africains. Par ailleurs, les deux dirigeants ont affiché leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leur partenariat bilatéral, en mettant l'accent sur des secteurs stratégiques comme l'agriculture, les technologies, le tourisme, la protection de l'environnement et les investissements.

## Mali : Reprise des attaques, pays dogon en détresse

### Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

Le centre du pays a été une nouvelle fois secoué. La région de Bandiagara a été la cible d'attaques par les groupes armés ayant touché la ville de Gomossogou ainsi que le village de Kori-Kori le même jour. Le bilan s'est élevé à une cinquantaine de morts majoritairement composé de jeunes selon les autorités locales. Ces actes ont été jugés "lâches et barbares" selon le Colonel-major Oliver Diassana, gouverneur de la région quicondamne fermement ces "actes inhumains". La situation sécuritaire déjà fragilisée notamment en raison des attaques du 25 avril dernier, a permis aux groupes armés de s'étendre davantage sur le territoire; le centre est à présent devenu un nouveau moyen de pression en plus du Nord qui devient de plus occupé par les assaillants. A noter également que le pays dogon représente une part d'histoire pour le Mali, cette attaque touche symboliquement l'ensemble de la population en raison du respect porté sur ce dernier et de l'importance qu'il représente pour la culture malienne. La stratégie consistant à frapper simultanément plusieurs endroits permet aux groupes armés de se déplacer rapidement tout en maximisant les dégâts et par la même occasion déstabiliser le plus possible les populations en installant la crainte au moment où le pouvoir central cherche à renforcer son offensive. La récurrence des attaques devient un autre problème dans la gestion sécuritaire qui est déjà précaire depuis de nombreuses années, ce qui constitue un nouveau défi pour le Président Goïta qui allie à présent son titre de Président ainsi que celui de ministre de la Défense.

### Répondre aux revendications des Touaregs : un chemin vers la paix ?

Depuis les attaques du 25 avril, une question se pose : si le gouvernement malien prenait en compte les revendications des groupes Touaregs, qu'advierait-il de la situation politico-sécuritaire ?

La crise qui frappe le Mali ne cesse de s'aggraver, et les récents affrontements montrent bien que la force militaire seule ne suffit plus pour ramener le calme. Pour de nombreux observateurs, le véritable moyen pour garantir un climat de paix réside dans l'écoute et le traitement des revendications des populations touarègues du Nord. Depuis l'indépendance du pays, ces communautés ressentent un profond sentiment d'abandon de la part du pouvoir central. Elles dénoncent une injustice historique dans le développement du territoire : pendant que le Sud bénéficie de la majorité des investissements, des écoles et des hôpitaux, les régions du Nord restent largement marginalisées et privées d'infrastructures de base. Ce gap a créé de la colère au sein de cette communauté, poussant certains groupes à prendre les armes. Aujourd'hui, la stratégie du gouvernement, qui mise principalement sur les offensives de l'armée, montre ses limites face à des combattants qui connaissent parfaitement le terrain et qui s'appuient sur ce mécontentement populaire. La situation actuelle impose donc un choix crucial. Il ne s'agit plus seulement de gagner des batailles sur le terrain, mais de reconstruire un dialogue politique sincère et d'intégrer pleinement le Nord dans le projet national.

### Reprise des attaques au Mali : la position du Président Macron

Les récentes vagues d'attaques violentes qui touchent le Mali font à nouveau réagir au-delà des frontières africaines, et notamment en France. Interrogé sur la dégradation rapide de la situation sécuritaire dans le pays, le président Emmanuel Macron a exprimé son point de vue sur cette crise. Pour le chef de l'État français, ces événements tragiques démontrent que les autorités de transition maliennes n'ont pas pris la meilleure décision pour protéger leur population en exigeant le départ définitif des forces militaires françaises. Il a affirmé que ce choix laissait aujourd'hui un vide sécuritaire que les groupes armés exploitent pour s'étendre. Tout en confiant que la tournure des événements lui « fendait le cœur » pour les citoyens Maliens, Burkinabè et Nigériens qui subissent l'insécurité au quotidien, le président français a exprimé son souhait de voir les dirigeants de la région revoir leur position. Selon lui, un retour à la stabilité ne pourra se faire sans une réouverture du dialogue et une coopération internationale renforcée.

## La stratégie des groupes armés : tout bloquer pour affaiblir.

La pression des groupes armés s'accroît autour de la capitale malienne, plongeant le pays dans une crise logistique et énergétique sans précédent. Au cours du week-end, les combattants du JNIM, affiliés à al-Qaïda, ont durci leur blocus sur Bamako en prenant pour cible les axes routiers stratégiques. Une dizaine d'autocars de transport et plusieurs voitures ont été interceptés et incendiés entre Ségou et la capitale, notamment près de la localité de Zambougou. Si les assaillants ont fait descendre les passagers avant de brûler les véhicules, l'opération a semé la terreur et paralysé le trafic, laissant derrière elle de nombreuses épaves sur les routes.

En parallèle de cette guerre des transports, un coup dur est porté à l'économie et au quotidien des Maliens en s'attaquant aux infrastructures énergétiques du pays. Des installations électriques reliées au barrage hydroélectrique de Manantali, situé dans la région de Kayes, ont été sabotées et détruites. Ce barrage est pourtant une infrastructure vitale qui alimente non seulement le Mali, mais aussi le Sénégal ainsi que la Mauritanie. Son sabotage a immédiatement plongé plusieurs quartiers de Bamako dans le noir, provoquant des coupures d'électricité massives pouvant durer de 48 à 72 heures d'affilée. Si la société publique Énergie du Mali (EDM) a évoqué un « incident sur le réseau », les spécialistes de la région n'excluent pas l'existence d'un lien entre ces coupures et l'attaque.

Face à cette double offensive qui paralyse la capitale, le pouvoir central tente de répliquer par la force. Bien qu'elle garde le silence sur ces attaques routières et énergétiques, l'armée malienne poursuit ses opérations sur d'autres fronts. Elle a notamment réussi à escorter des centaines de camions-citernes pour ravitailler Bamako, et a mené de nouvelles frappes aériennes dans la région de Gao contre des positions terroristes. Alors que la situation reste totalement bloquée dans la région de Kidal, où de nouveaux affrontements semblent inévitables, cette stratégie des groupes armés sur les infrastructures de base représente un défi immense pour le pouvoir central. Ce dernier doit désormais réussir à protéger les points vitaux du pays tout en maintenant ses offensives militaires dans le Nord

## Mali - Iyad Ag Ghali : le pilier des groupes armés

### Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

Iyad Ag Ghali, le chef du groupe JNIM lié à al-Qaïda, est devenu l'homme le plus recherché du Sahel et la plus grande menace pour le gouvernement malien. Depuis quelques mois, ce chef rebelle a changé de méthode pour mener sa guerre. Au lieu de simplement combattre l'armée sur le terrain, il utilise désormais une stratégie de « blocage économique ». En coupant les routes principales et en détruisant des installations importantes comme les lignes électriques, il cherche à priver la capitale de vivres, de carburant et d'énergie. Son but est de rendre la vie des habitants impossible pour affaiblir le pays de l'intérieur. Derrière ces attaques matérielles, l'objectif d'Iyad Ag Ghali est purement politique : il veut isoler le régime actuel au pouvoir à Bamako et provoquer sa chute. Selon les spécialistes de la région, même s'il réussissait à faire tomber le gouvernement, ce chef touareg ne dirigerait probablement pas le pays de manière officielle et visible. Il préférerait sans doute rester dans l'ombre pour contrôler la situation à distance. Pour le gouvernement, cette menace est extrêmement grave. Elle ne se joue plus seulement sur le front militaire, mais directement dans le quotidien des Maliens, ce qui oblige le pouvoir à trouver de toute urgence de nouvelles solutions pour protéger le cœur du pays.

### Les attaques coordonnées mettent à l'épreuve le pouvoir et ses alliés russes

L'insécurité au Mali prend une tournure de plus en plus critique, selon les analyses de la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES). L'offensive majeure menée par les groupes du JNIM et les rebelles du FLA a marqué un véritable tournant. En frappant en même temps plusieurs villes clés à travers le pays comme Bamako, Kati, Gao, Sévaré, et même en reprenant le contrôle de Kidal, ces groupes armés ont prouvé qu'ils pouvaient contourner les dispositifs de sécurité. Pour le gouvernement, la perte de Kidal est un coup très dur : elle affaiblit le discours officiel qui promettait de reprendre le contrôle total du territoire et montre les limites de la stratégie actuelle. Cette situation fragilise grandement le modèle de sécurité choisi par le pouvoir en place, qui repose largement sur l'aide de ses partenaires russes comme l'Africa Corps. Les attaques simultanées révèlent que cet appui militaire extérieur ne suffit pas à stopper l'avancée des assaillants. Si une prise militaire directe de la capitale, Bamako, reste peu probable à court terme, la menace s'est déplacée vers le quotidien des habitants. Le JNIM applique désormais une stratégie d'asphyxie économique autour de la capitale pour décourager la population. Pour le gouvernement, ce cumul de pressions militaires et économiques représente un immense défi, car la menace risque maintenant de s'étendre bien au-delà des frontières maliennes.

### Une crise géopolitique qui menace de déstabiliser la région

Le conflit malien n'est plus seulement une affaire intérieure, il est désormais au cœur d'une crise géopolitique majeure qui redessine l'équilibre de toute l'Afrique de l'Ouest. Longtemps considérée par la communauté internationale comme une zone d'instabilité, la région du Sahel subit aujourd'hui de plein fouet la dégradation sécuritaire au Mali. La multiplication des attaques et le changement de stratégie des groupes armés ne menacent plus seulement Bamako, mais mettent en péril la stabilité des pays voisins. Cette situation crée une immense inquiétude, non seulement sur le continent africain, mais aussi jusqu'en Europe, qui redoute les conséquences à long terme de ce vide sécuritaire. Cette propagation de la crise montre les limites des alliances actuelles. Les groupes terroristes et les mouvements rebelles profitent de l'instabilité des frontières pour déplacer le conflit et étendre leur influence, transformant le Sahel en une zone de non-droit de plus en plus difficile à contrôler. Face à un conflit qui menace d'emporter toute la région, la simple survie des États sahéliens dépendra désormais de leur capacité à freiner cette situation avant qu'elle ne devienne totalement incontrôlable.

## Les réfugiés Maliens partagés dans le désarroi

L'évolution de la crise a, à présent, des conséquences humanitaires dramatiques au-delà des frontières, particulièrement en Mauritanie où des dizaines de milliers de Maliens ont trouvé refuge. Pour ces familles installées notamment dans le camp de Mbera, la vie quotidienne est rythmée par un dilemme permanent. D'un côté, il y a le désir profond et le fragile espoir de retourner un jour sur leur terre natale. De l'autre, la réalité du terrain et la violence persistante au Mali font planer la crainte permanente d'un nouvel exode encore plus massif, alors que les conditions de vie dans les camps mauritaniens sont déjà très précaires.

Ce flux continu de déplacés met à rude épreuve les capacités d'accueil de la Mauritanie, qui doit gérer cette urgence humanitaire avec des ressources limitées et une aide internationale souvent insuffisante. Les réfugiés, qui ont fui les combats entre l'armée malienne, ses alliés et les groupes armés, se retrouvent bloqués dans l'attente d'une amélioration de la situation sécuritaire. Cette situation rappelle que la crise actuelle ne se résume pas à des questions tactiques ou militaires. Elle représente un défi humain immense, car tant que la stabilité ne sera pas rétablie au Mali, des milliers de personnes resteront condamnées à vivre dans l'exil et l'incertitude.

## Niger : Entre rupture préconisée et nouveaux horizons politico-diplomatiques

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

Le Niger est en train de réorienter profondément sa politique étrangère et intérieure à travers des choix stratégiques forts qui marquent une rupture claire avec le passé. Le pays assume désormais un virage géopolitique majeur en s'éloignant de son partenaire historique, la France, au profit d'une liberté totalement revendiquée. Pour compenser ce vide et faire face aux défis communs, les autorités nigériennes se tournent vers l'AES, jugée plus solidaire et mieux adaptée pour répondre aux menaces sécuritaires actuelles. Cette nouvelle alliance est perçue par le pouvoir en place comme le véritable levier d'une indépendance retrouvée. Au-delà des questions de défense, cette nouvelle vision se traduit également sur le plan interne par une priorité absolue donnée à la sécurité alimentaire. Les dirigeants nigériens ont conscience que la souveraineté d'un pays ne peut pas être entière si elle dépend de l'aide extérieure pour nourrir sa population. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement met en place de nouvelles stratégies agricoles pour stimuler la production locale et protéger les ressources du pays. Pour le Niger et ses voisins de l'AES, cette transition globale représente un pari audacieux : prouver qu'il est possible de garantir la sécurité des citoyens et de développer l'économie nationale en comptant avant tout sur ses propres forces et sur des partenariats régionaux choisis.

## Aux trois frontières : le Niger, la Libye et le Tchad sous tension

La zone des trois frontières, qui sépare le Niger, la Libye et le Tchad, est devenue l'un des endroits les plus surveillés et les plus dangereux de la région. Dans ce désert immense, la cohabitation entre les différents groupes est très fragile. On y trouve un mélange explosif : des passeurs, des chercheurs d'or, des bandes armées et des militaires. En effet, chaque groupe essaie de contrôler son territoire et d'en profiter, ce qui crée une insécurité permanente pour les personnes qui vivent ou circulent dans cette zone. Pour le Niger, ce carrefour est un vrai casse-tête. Depuis que le pays a choisi de s'éloigner de ses anciens partenaires occidentaux, il doit surveiller seul cette frontière par où passent armes et réseaux clandestins. L'instabilité notée en Libye voisine, combinée à la rébellion au Tchad, rendent la coopération très difficile.

## Nigeria : Abuja en butte à plusieurs fronts sécuritaires

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

Au Nigeria, le mois de mai continue manifestement d'être le théâtre d'une intense activité sécuritaire. Après la sanglante déconvenue essuyée par les forces armées en début de mois, Abuja n'a eu de cesse d'accroître sa riposte militaire. C'est dans ce cadre que le Nigeria et les États-Unis ont intensifié leur coopération militaire contre le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest à travers de nouvelles opérations menées dans le nord-est du pays. Le 17 mai, des frappes aériennes conjointes ont visé des positions jihadistes autour de Metele et Dogon Chukwu, dans l'État de Borno, à proximité des frontières nigérienne et tchadienne. Selon les autorités nigérianes et le commandement américain pour l'Afrique (Africom), ces opérations ont permis d'éliminer une vingtaine de combattants, dont le haut responsable jihadiste Abu-Bilal al-Minuki et plusieurs de ses lieutenants. Abuja, pour sa part, affirme que les États-Unis ont principalement fourni du renseignement, sans déploiement officiel de soldats au sol, même si des médias américains évoquent la participation d'un commando américain à l'assaut. Deux jours avant ces opérations, c'est d'ailleurs dans le même État du Borno que plusieurs dizaines d'enfants ont été enlevés dans le district d'Askira Uba, lors d'une attaque attribuée à des jihadistes. Selon des témoignages relayés par l'Agence France Presse (AFP), des hommes armés à moto ont pris d'assaut une école du village de Mussa, près de la forêt de Sambisa, connue comme un bastion des groupes jihadistes. Entre 35 et 43 élèves des écoles primaire et maternelle auraient été kidnappés en moins d'une demi-heure, peu après le passage d'une patrouille militaire. Le même jour, d'autres enlèvements d'enfants ont été signalés dans l'État d'Oyo, dans le sud-ouest du pays, à la suite d'attaques coordonnées contre plusieurs écoles. Au-delà de l'intensification des opérations militaires, cette séquence semble surtout révéler l'ampleur de la pression sécuritaire qui pèse sur Abuja qui doit contenir des menaces sécuritaires géographiquement diffuses. De plus, cette diversité des foyers d'insécurité tend dans le même mouvement, à accentuer la dispersion des capacités de réponse de l'État nigérian.

### Nouvelle bavure des forces armées nigérianes ?

L'un des événements de la semaine aura été la frappe aérienne meurtrière menée le 10 mai par l'armée nigérienne sur le marché hebdomadaire de Tumfa, dans l'État de Zamfara. Selon plusieurs sources locales, des chefs communautaires et Amnesty International, le bombardement aurait fait entre 72 et plus de 100 morts, majoritairement des civils, ainsi que des dizaines de blessés. Des témoins affirment que des avions militaires ont d'abord survolé la zone avant de revenir plusieurs heures plus tard pour frapper le marché alors qu'il était particulièrement fréquenté. De leur côté, les autorités militaires nigérianes rejettent la possibilité d'une bavure, soutenant que l'opération visait un rassemblement de chefs terroristes et de groupes armés criminels, communément appelés « bandits ». L'armée affirme par ailleurs avoir agi sur la base de renseignements signalant une réunion stratégique de combattants dans le village de Tumfa, considéré comme un bastion de groupes armés impliqués dans des enlèvements, des pillages et des attaques contre les villages environnants. A en croire Abuja, la frappe aurait permis de neutraliser plusieurs membres de ces groupes. Au-delà de ces versions contradictoires, cet épisode, qui n'est pas inédit, ravive les interrogations sur les limites opérationnelles de la lutte antiterroriste au Nigeria. Dans la mesure où les forces armées évoquent souvent la difficulté à établir avec certitude la distinction entre cibles militaires et espaces civils dans certains environnements, la perception, par des civils, d'être victimes de représailles n'est pas de nature à enrayer un possible enlèvement.

## Bénin : Une réforme controversée dans l'audiovisuel public

Timbuktu Institute - Semaine 2 - mai 2026

L'investiture récente du nouveau Chef de l'État, Romuald Wadagni, a retenu l'attention des médias ces dernières semaines en ce qu'elle semble représenter un moment important de rupture politique. Cependant, la question centrale qui demeure est la manière dont le nouveau pouvoir que certains inscrivent dans la continuité du « système » Talon va gérer les dossiers brûlants et les réformes initiées par l'ancien président. La décennie sous la magistrature du chef de l'État Patrice Talon aura été une période d'intenses et diverses réformes, qui ont pu être tantôt appréciées ou sujet à critiques. En l'occurrence, c'est cette dernière expression qui s'avère le ressenti principal au sujet de l'une des réformes en date. En effet, le 13 mai, la Société de Radio et Télévision du Bénin - le service de médias publics - (SRTB) a annoncé sa décision de licencier 169 agents. Ces licenciements, justifie la SRTB, sont motivés par un vaste plan de modernisation de l'audiovisuel public, guidé par un audit de compétences destiné à adapter les effectifs aux nouvelles exigences de performance et de gestion. Sans surprise, les syndicats n'ont pas tardé à monter au créneau. L'Union des professionnels des médias au Bénin (LUpmb) a dénoncé une décision qui va « créer une détresse émotionnelle et une situation sociale aux conséquences sociales imprévisibles ». La Plateforme des promoteurs et acteurs pour le développement des médias au Bénin (Padem-Bénin) a exprimé pour sa part, sa « consternation » face à une décision qualifiée de « licenciement abusif ». Face aux critiques au sein de l'opinion publique, qui ont relancé le débat sur le caractère consensuel des réformes engagées sous Talon, le porte-parole du gouvernement Wilfried Houngbédji s'est attelé à écarter la responsabilité de l'Etat dans cette affaire. Toutefois, a-t-il reconnu, le fait que les licenciés n'auraient reçu aucune information préalable leur permettant d'anticiper la situation est « humainement déplorable ». A la vérité, il se pourrait que le projet de la SRTB qui instaure un climat d'incertitude dans l'audiovisuel béninois constitue une nouvelle réforme qui sera un temps critiquée, avant de passer sans encombre majeures. Alors que le Bénin s'apprête à investir un nouveau président, ces licenciements pourraient-ils préfigurer une gestion économique plus rigoureuse, sur fond de grogne sociale latente ?

### Entre contrôle accru et rigueur judiciaire

Alors que le gouvernement semble vouloir renforcer sa politique de contrôle des ressources extractives, les opérations contre l'orpaillage clandestin dans les zones aurifères du nord du pays se font de plus en plus voir. Le 11 mai, une descente des forces de sécurité béninoises sur le site aurifère de Koussigou, dans l'arrondissement de Perma à Natitingou, a conduit à l'arrestation d'une soixantaine d'orpailleurs clandestins. Le site de Koussigou se trouve dans une zone aurifère désormais placée sous permis officiel d'exploitation. En octobre 2025, l'État béninois avait accordé à la société chinoise Xinquan Sarl un permis d'exploitation de dix ans sur un site voisin situé à Kouatèna. Toutefois, cette intensification du contrôle soulève des interrogations sur la capacité de l'Etat à concilier impératifs de sécurisation, encadrement légal de l'exploitation et gestion des dynamiques socio-économiques locales.

Parallèlement, au plan interne, la justice béninoise continue de se montrer intransigeante au sujet des personnes considérées comme impliquées de près ou de loin dans le coup d'Etat manqué du 7 décembre de 2025. C'est dans ce cadre que l'ancien député de l'opposition Soumaïla Sounon Boké a été condamné le 12 mai 2026 à cinq ans de prison ferme pour « apologie de crimes contre la sûreté de l'État » et « incitation à la rébellion par voie électronique » par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet). Il avait été interpellé le 16 décembre puis placé en détention provisoire pour avoir publié, selon les autorités, le message « C'est la fête » dans un groupe WhatsApp quelques heures après l'annonce du putsch.

Au bout du compte, il ne serait pas téméraire de déceler dans ces diverses dynamiques (politiques, économiques, sécuritaires) la traduction d'une volonté de consolidation simultanée du contrôle sécuritaire et économique de l'État. Ceci dans un contexte où la frontière entre impératif de stabilité et restriction des espaces de contestation semble de plus en plus ténue.